

Questions orales

Selon moi, le député a un an d'avance, et je voudrais lui rappeler que le budget n'entre en vigueur que le 1^{er} avril. Je trouve cela plutôt amusant.

Le député aurait raison d'attaquer le gouvernement le 31 mars 1992, si on ne réussissait pas à établir cet objectif, mais je l'invite à attendre un an avant de s'en prendre à nous. C'est tout à fait stupide.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Madame la Présidente, seul un ministre imbu de lui-même oserait dire qu'il faut attendre un an avant de se décider à agir, lorsqu'on a 1,4 million de chômeurs.

Je voudrais demander au ministre, qui est vraiment tout à fait insensible aux besoins des gens, si, face à ces nouvelles statistiques sur le chômage qui réduisent à néant les prévisions contenues dans le budget qu'il a présenté il y a à peine dix jours, le gouvernement va annuler les compressions de 100 millions de dollars dans le programme Planification de l'emploi.

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse), ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Madame la Présidente, en ce qui concerne la Planification de l'emploi, je pense que tous les députés devraient se rappeler que, lorsque le gouvernement a présenté le projet de loi C-21, qui lui permettait de consacrer davantage de crédits à la formation professionnelle, soit l'un des besoins essentiels des Canadiens, l'opposition a bloqué cette mesure. Le Sénat, à majorité libérale alors, a retardé son adoption.

Ainsi, nous n'avons pu avoir accès à l'argent en question pendant pratiquement une année complète. Cependant, maintenant que ce projet de loi a été adopté, on consacrerait plus de 3 milliards de dollars à la formation professionnelle au Canada, au cours de l'année qui vient. C'est là une augmentation de 500 millions de dollars par rapport à l'année dernière et de 900 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Je crois que le gouvernement prend des mesures pour remédier à la situation.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, je m'adresse moi aussi au vice-premier ministre.

En Ontario, le bastion économique du pays, 500 000 personnes sont en chômage et 72 000 Ontariens ont perdu leur emploi au cours du seul mois de février.

Le gouvernement du vice-premier ministre est-il prêt à admettre que ses programmes économiques font fausse route ou va-t-on laisser l'autre ministre continuer, comme il le fait depuis le début ce matin, de se dérober aux questions légitimes qui sont posées au nom de ceux qui cherchent du travail?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, je rappelle au député que 485 000 personnes de plus ont de l'emploi en Ontario depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir en 1984. Il y a donc beaucoup plus de monde qui travaille en Ontario.

Cela ne change en rien la situation des chômeurs, ce qui nous désole, mais nous croyons aussi, très sincèrement, que dans le budget que nous avons déposé, nous donnons l'exemple à d'autres industries et à d'autres niveaux de gouvernement. Terre-Neuve a relevé le défi hier soir. Cette province reconnaît dans son budget qu'elle doit contenir les hausses de salaires et les dépenses. Elle donne un très bel exemple que les autres provinces suivront, je l'espère.

Nous sortirons de cette période de difficultés économiques au milieu de l'année. La croissance et la création d'emplois utiles à temps plein reprendra dans un avenir prévisible.

Voilà ce que vise le budget qui nous conduira à la relance.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, ce ne sont pas les mathématiques nouvelles des conservateurs qui vont donner des emplois aux personnes de ma circonscription.

[Français]

J'aimerais poser une question supplémentaire au vice-premier ministre. Dans la dernière année, en Ontario, 153 000 emplois dans le domaine manufacturier ont été perdus à cause des taux d'intérêt élevés, de la valeur de notre devise monétaire et des autres politiques erronées du gouvernement conservateur. Quand le gouvernement va-t-il établir un programme de relance économique pour les régions de l'Ontario qui ont besoin d'aide comme, par exemple, l'est de l'Ontario que je représente? Les régions de l'Ontario ont besoin d'aide. Quand le gouvernement va-t-il établir un programme de ce genre?

L'hon. Gilles Loiseleur (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député a raison de signaler qu'il y a effectivement des problèmes. C'est pourquoi nous devons, face à ces gens qui sont en chômage, prendre les bonnes solutions. Le député propose encore de lancer de l'argent que le gouvernement n'a pas, que les contribuables ne sont pas prêts à contribuer, pour créer artificiellement une situation qui finalement va peser encore plus lourd pour tout le monde. Nous sommes très conscients du fait, comme il l'a dit, que les taux d'intérêt doivent baisser. C'est justement pour cela que nous prenons les mesures pour créer des conditions qui vont faire en sorte que les pressions inflationnistes vont diminuer et que les taux d'intérêt